



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

RAPPORT

La Science à la COP Climat
vue par une Université

Introduction

A la veille de la COP29, the Conversation a publié [un article](#) rédigé par plusieurs représentants du groupe de travail COP Climat d'Université Côte d'Azur portant sur le rôle de la science à la COP29.

Dans sa continuité, les représentants du groupe de travail COP Climat, qui se sont rendus sur place, ont souhaité observer ce rôle d'un peu plus près.

Un jour dédié à la Science ?

Il est d'usage que chaque jour de la COP soit dédié à un enjeu d'intérêt pour la Présidence afin d'orienter les panels organisés par les Pavillons et les événements sélectionnés par l'UNFCCC.

Cette année, on pouvait lire dans [l'agenda officiel](#) de la Présidence azerbaïdjanaise que le 16 novembre serait consacré au thème : « Science, Technology and Innovation / Digitalisation Day ». C'est assez logiquement que nos représentants en ont déduit que cette journée serait consacrée notamment au rôle de la Science. Un signal fort et encourageant, notamment au regard des difficultés d'accréditations et d'obtention de Pavillon qu'a connu le monde universitaire cette année.

Pour cela, nous avons souhaité analyser l'impact de ce jour sur :

- La programmation des Pavillons
- La programmation des événements officiels organisés en plénière par l'UNFCCC
- La programmation des événements officiels sélectionnés par l'UNFCCC
- Le contenu de la Conférence de presse officielle de la Présidence

Sans prétendre à un résultat parfaitement exhaustif, il s'agit ici de montrer les principales tendances observées.

La programmation des événements officiels sélectionnés par l'UNFCCC.

Fait surprenant, sur 41 événements, aucun [événement officiel](#) sélectionné par l'UNFCCC le 16 novembre est consacré ou ne serait-ce qu'évoque le rôle de la Science. A titre comparatif 27 sont dédiés à la finance ce jour-là.

Similairement, nous pourrions croire que bien que les événements ne soient pas consacrés à la Science, la voix de la science serait particulièrement représentée dans les événements sélectionnés. Là encore, sur 124 institutions mobilisées dans l'organisation des événements, seules 10 institutions relèvent de l'enseignements supérieur et la recherche dont 3 universités.

Face à ce constat qui semble sans appel, il convient néanmoins de nuancer le propos. En effet, le 18 novembre, journée consacrée à « Human Development / Children and Youth / Health / Education Day », on note plus du double d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche mobilisées et plusieurs événements intégrant explicitement la science.

La programmation des Pavillons

L'espace des Pavillons accrédités en zone bleue se compose de 155 Pavillons de différentes natures : des Pavillons pays, des Pavillons thématiques, des Pavillons des organisations internationales, des Pavillons de la société civile...

Notre analyse porte sur l'échantillon suivant : 15 Pavillons d'Europe, 10 Pavillons d'Afrique, 13 Pavillons d'Asie, 3 Pavillons des Amériques, 8 Pavillons de banques ou fonds de développement, 13 Pavillons de la société civile, 8 Pavillons d'Organisations internationales (y compris agences onusiennes), 1 Pavillon des Etats insulaires, 1 Pavillon d'Océanie et 1 Pavillon de l'Arctique. Sur ces pavillons :

- 26% ont organisé à minima un événement portant spécifiquement sur la science
- 30% ont organisé à minima un événement portant spécifiquement sur l'innovation
- 16% ont organisé à minima un événement portant spécifiquement sur le numérique et l'intelligence artificielle
- 47% ont organisé à minima un événement sur l'un des trois thèmes.

Pour une journée qui devait être consacrée à la science, l'innovation et le numérique, on constate certes une certaine prise en compte mais elle reste globalement modeste.

Alors naturellement, ce constat doit être nuancé et certains Pavillons se sont vraiment prêtés à l'exercice. On peut notamment citer :

- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : Tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour trouver des solutions au problème du climat : Renforcer la collaboration internationale pour un avenir durable
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture : De la science à l'action : une discussion ouverte et intersectorielle sur les défis à relever en matière de climat et de développement
- Organisation mondiale pour la santé (OMS) : Améliorer la diversité et l'inclusion dans les avis scientifiques pour l'élaboration de la politique climatique
- Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO) : Avancées scientifiques et approches novatrices en matière d'observation de la Terre - aborder les impacts du climat sur les droits de l'homme et les bouleversements
- Pavillon des forêts : Favoriser le développement durable grâce à la collaboration entre la science et les entreprises
- Oman : Le rôle de la science dans l'adaptation et l'atténuation
- Kazakhstan : Communication scientifique sur les défis climatiques au Kazakhstan

Le Pavillon Science for Climate Action

Nous avons écarté de l'échantillonnage le Pavillon Science for Climate Action qui porte en tant que tel sur le rôle de la science face au défi climatique.

Il s'agit d'une initiative portée par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'Organisation mondiale pour la météorologie (OMM) et la Fondation Cortes Solari en partenariat avec Université Côte d'Azur, pour renforcer le rôle de la science dans l'élaboration des politiques climatiques internationales. Ce pavillon sert de plateforme pour présenter les dernières recherches scientifiques, innovations technologiques et solutions basées sur la science qui peuvent soutenir les efforts mondiaux contre le changement climatique. Il s'articule autour de quatre objectifs complémentaires.

- Renforcer le dialogue entre la science et les décideurs
- Partager les innovations et solutions
- Éduquer et sensibiliser
- Favoriser la collaboration internationale



La programmation des événements officiels organisés en plénière par l'UNFCCC

La programmation des événements officiels organisés en plénière par l'UNFCCC. Ces événements organisés par l'UNFCCC dans les salles plénières proposent un cadre de réflexion en lien avec le thème du jour. En principe, sont invités à intervenir des experts ou représentants de très haut niveau. A notre grande surprise, aucun segment ne prévoyait de temps dédié à la science, l'innovation et / ou le numérique.

Le contenu de la Conférence de presse officielle de la Présidence

La [conférence de Presse de la Présidence](#) animée par Samir Bejanov, l'adjoint au négociateur principal pour l'Azerbaïdjan réunissait également le Ministre de développement numérique d'Azerbaïdjan, Monsieur Rashad Nabi Oghlu Nabiyev et le Secrétaire Général Adjoint de l'Union internationale des télécommunications, Monsieur Tomas Lamanauskas. Lors de la Conférence de Presse, la Présidence a principalement insisté sur le volet numérique, en qualifiant la journée de « Digitalisation Day » et non « Science, Technology and Innovation / Digitalisation Day » afin d'annoncer l'adoption de la [Green Digital Action Declaration](#), (Déclaration pour une Action Numérique verte) par plus de 90 gouvernements et 1 000 acteurs du secteur numérique.

Cette déclaration vise à promouvoir l'utilisation des outils numériques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), renforcer la résilience climatique et favoriser le développement durable. La Déclaration appelle à une collaboration intersectorielle pour accélérer une numérisation bénéfique pour le climat, améliorer l'efficacité énergétique et garantir un accès numérique inclusif, notamment dans les pays en développement. Dans ce cadre une table ronde de haut niveau intitulée « Voie d'Action Numérique pour un Monde Vert », réunissant des leaders gouvernementaux, des entreprises et des organisations internationales, tels que l'ONU, l'UNESCO, Google, Huawei et Nokia a également été organisée.

Les discussions ont mis en lumière le rôle des technologies numériques pour transformer l'action climatique et ont conclu avec l'adoption d'une déclaration visant à réduire les émissions du secteur des TIC et à renforcer l'accès aux technologies vertes. Si nous ne pouvons qu'applaudir l'initiative, force est de constater que les universités n'ont pas été invitées à la discussion.

Exemple d'une contribution universitaire



Outre les nombreux événements organisés autour du rôle des Universités, Université Côte d'Azur a souhaité contribuer cette année à la conversation sur le rôle de la Science, notamment à travers l'organisation d'un panel sur la transdisciplinarité : [Rethinking science : a change of paradigm through cross and transdisciplinary approaches.](#)

La transdisciplinarité est désormais considérée comme un levier essentiel dans la lutte contre le changement climatique, en raison de la menace justement transversale que celui-ci représente. Cette approche scientifique vise à répondre de manière globale aux défis interconnectés que sont que le changement climatique, la perte de biodiversité, la pauvreté ou encore les inégalités. Comment ? En rassemblant des scientifiques de différentes disciplines (sciences formelles, physiques, naturelles et sociales) sur des projets transversaux leur permettant d'aborder les enjeux de façon holistique. Cela permet de développer des solutions prenant en compte simultanément la complexité des systèmes humains et naturels (nature based solutions).

Pour soutenir cette transition, il est nécessaire de repenser les financements et les structures de gouvernance, afin de promouvoir des projets transdisciplinaires, en collaboration avec la société civile, les politiques et le secteur privé. Ce changement de paradigme, bien qu'en cours, doit être accéléré pour permettre l'émergence d'innovations qui transformeront nos modes de vie sans compromettre le développement économique.

Un panel d'experts aux profils variés (recherche, enseignement supérieur, responsabilité politique nationale et multilatérale, philanthropie) a été réuni sur le Pavillon Science for Climate Action pour évoquer cette nouvelle approche de la recherche scientifique.

1. Assunção Cristas, professeur associé à la Nova School of Law, ancienne ministre de l'agriculture, de la mer, de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la République portugaise
2. Ko Barrett, secrétaire général adjoint de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM)
3. Marta Dalla Vecchia, directrice du service pour la sécurité, la santé et l'environnement de l'INFN (Institut national de physique nucléaire, Italie), Science Europe
4. Danielle Yeow, responsable du droit et de la politique climatiques et professeur associé au Centre de droit international de l'Université Nationale de Singapour
5. Christophe Den Auwer, Directeur de l'Académie d'excellence Espace, Environnement, Risques et Résilience d'Université Côte d'Azur
6. Patricia Morales Errázuriz, PDG de la Fondation MERI
7. Jon Paul Rodriguez, professeur au Centre d'écologie de l'Institut vénézuélien de Recherche Scientifique

Tout d'abord, un constat unanimement partagé par notre panel : les défis auxquels nous faisons face aujourd'hui sont tous interconnectés, que ce soit le changement climatique, la perte de la biodiversité, la pollution, l'essor des technologies, la sécurité et le développement durable pour n'en citer que quelques-uns. La résolution de ces grands défis ne peut se faire qu'en travaillant étroitement les uns avec les autres malgré les différences profondes qui peuvent freiner la coopération entre des personnalités politiques, des ONG, des entreprises privées et des scientifiques.

Diversité d'objectifs et de contingences : géographie, culture, politique, genre, expérience, intérêts personnels, etc.. Il n'est pas non plus aisé de faire collaborer un physicien et un environnementaliste, ou un océanologue avec un expert en droit international. Leurs différences de points de vue, leurs biais cognitifs, leurs habitudes, leurs différences de compétences et leur méconnaissance des autres sont autant de freins à la collaboration efficace comme le met en lumière Ko Barrett. Cela peut engendrer aussi une méfiance naturelle selon Danielle Yeow.

Il faut pourtant réussir à dépasser ces obstacles pour s'enrichir et mettre en place des solutions interdisciplinaires au sein d'une stratégie globale de développement durable. Avec Science Europe, Marta Dalla Vecchia œuvre pour de telles coopérations au niveau européen, et appelle à faire beaucoup plus pour la recherche et l'interdisciplinarité. Assunção Cristas a beaucoup œuvré au cours de sa carrière politique et universitaire à faire coopérer toutes sortes de partenaires sur des sujets communs, notamment en tant que ministre du Portugal pour l'agriculture, la mer, l'environnement and le secteur spatial.

Il faut pourtant réussir à dépasser ces obstacles pour s'enrichir et mettre en place des solutions interdisciplinaires au sein d'une stratégie globale de développement durable. Avec Science Europe, Marta Dalla Vecchia œuvre pour de telles coopérations au niveau européen, et appelle à faire beaucoup plus pour la recherche et l'interdisciplinarité. Assunção Cristas a beaucoup œuvré au cours de sa carrière politique et universitaire à faire coopérer toutes sortes de partenaires sur des sujets communs, notamment en tant que ministre du Portugal pour l'agriculture, la mer, l'environnement et le secteur spatial.

Parmi les autres difficultés mentionnées par les panélistes figurent aussi le problème du temps et du financement. Pris dans leurs divers travaux, il est difficile pour beaucoup de trouver le temps d'échanger et de comprendre les impératifs des autres dans des domaines parfois proches. Ce temps est pourtant essentiel pour monter des projets transdisciplinaires ambitieux et nécessairement de long terme. Les structures et les programmes de recherche sont encore trop peu adaptés à ce type de coopération, et Science Europe œuvre pour un décloisonnement de la recherche au niveau européen.

Le manque de financement est récurrent de par la nature de ces projets, qui demandent du temps avant de produire des résultats (Christophe Den Auwer). Tout cela engendre un manque de flexibilité, une difficulté à passer à l'action et à trouver des partenaires adaptés, engagés, mettant en commun des compétences complémentaires vers un objectif commun comme le souligne Patricia Morales Errázuriz. L'exemple du projet de la Fondation Cortes Solari pour la protection des baleines en Patagonie est révélateur de la complexité de la mise en œuvre de tels projets, même lorsque le financement est garanti.

Jon Paul Rodriguez travaille particulièrement sur la préservation de la biodiversité et pointe les difficultés à agir de façon coordonnée à l'échelle internationale pour que les régions les plus riches et fragiles en matière de biodiversité bénéficient de plus de financements internationaux. Il pointe d'ailleurs la sous-représentation de ces pays dans les instances internationales dédiées, ce qui ne facilite pas la réponse aux enjeux qu'ils rencontrent.

Malgré ces obstacles, la plupart des panélistes reconnaissent qu'il est souvent possible de trouver un langage commun avec les autres parties prenantes impliquées. Des projets peuvent se construire assez naturellement lorsqu'on trouve un partenaire de confiance, engagé et compétent, ce qui n'est heureusement pas rare.

Christophe Den Auwer a présenté pendant son intervention les académies transdisciplinaires à Université Côte d'Azur qui œuvrent à faciliter la transdisciplinarité entre chercheurs de laboratoires différents, en soulignant les succès rencontrés par cette organisation innovante dans les universités. En mettant en commun des structures et des financements, les chercheurs sont incités à travailler ensemble sur des projets transversaux, ambitieux et à fort impact.

Il a aussi évoqué le [GreenBook](#) qui recense les projets transdisciplinaires menés lors des 5 dernières années, et qui illustre le potentiel et la faisabilité de la transdisciplinarité.

Tous les intervenants ont insisté sur la nécessité de construire des ponts avec la sphère politique pour obtenir des financements et des moyens de mettre en œuvre les solutions imaginées par les chercheurs. Le lien doit être renforcé avec toute la société (secteur privé, public, société civile, jeunesse, etc.) pour impliquer aussi largement que possible les organisations et les individus et accroître l'impact de la science dans la société.

Pour cela, l'accès libre aux travaux scientifiques et la mise en place de projets locaux avec des partenaires variés sont des facteurs indispensables.

De nombreuses solutions existent donc pour encourager la transdisciplinarité dans la recherche scientifique. Cela passe par l'adaptation des structures, le développement des partenariats et l'incitation à l'ouverture des « silos » dans lesquels pouvaient s'enfermer les chercheurs jusqu'à présent. Les efforts en ce sens sont réels mais doivent prendre plus d'ampleur pour pouvoir répondre de manière globale aux problématiques engendrées par le changement climatique, la remise en question de la science et du multilatéralisme ou l'essor de la technologie et des inégalités.



UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

www.univ-cotedazur.fr

